

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Première session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 20 - 22 janvier 1999

PROJETS SOUMIS À L'APPROBATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Point 7 de l'ordre du
jour



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.1/99/7-A/4/Rev.1

12 janvier 1999

ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT—AMÉRIQUE CENTRALE 6089.00

Assistance à la reconstruction et au relèvement
fournie aux familles d'Amérique centrale touchées
par le cyclone Mitch

Nombre de bénéficiaires Première année: 1 110 000
Deuxième année: 893 000
Durée Deux ans (15 mai 1999–14 mai 2001)

Coût (dollars des Etats-Unis)

Coût des produits alimentaires pour le PAM	43 093 120
Coût total pour le PAM	73 105 113

RÉSUMÉ

Le cyclone Mitch a frappé l'Amérique centrale à la fin d'octobre 1998, causant la plus grande catastrophe naturelle de l'histoire de la région. Le bilan est de plus de 10 000 morts et d'environ 9 000 disparus, un habitant sur cinq ayant été touché au Honduras, au Nicaragua, au Guatemala et en El Salvador. La production agricole a subi de grosses pertes; des infrastructures économiques et sociales vitales ont été anéanties. D'après les estimations, les pertes économiques globales se chiffrent à plus de quatre milliards de dollars, ce qui devrait faire reculer le taux annuel de croissance attendu pour 1999 de 5,3 à 2,9 pour cent. Les populations pauvres et vulnérables ont été les plus touchées. La plupart vivaient déjà dans un état de pauvreté et d'insécurité alimentaires extrêmes. Le passage de Mitch a aggravé leur situation, laissant plus d'un million de personnes quasiment sans aucune source de revenus et donc tributaires de l'aide alimentaire d'urgence. La prochaine récolte importante devrait avoir lieu au troisième trimestre de 1999. Dans un tel contexte, le PAM a immédiatement fourni des vivres à des milliers de personnes en prélevant sur les réserves disponibles dans les pays et a approuvé une opération d'urgence d'une durée de six mois (Opération d'urgence régionale 6079.00—"Aide alimentaire d'urgence aux ménages touchés par le cyclone Mitch"), d'un montant de 58,4 millions de dollars, laquelle cible 1 125 000 bénéficiaires dans les quatre pays. Le montant de cette aide a ultérieurement été porté à 60,5 millions de dollars compte tenu d'un don de biscuits et d'une révision des coûts d'appui directs. A l'heure actuelle, 53 pour cent des quantités totales de produits viennent de l'Allemagne, du Canada, des Etats-Unis, de la France, de l'Italie et de la Suisse.

Bien que l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) proposée soit de nature régionale, le Honduras est le pays qui a été le plus touché: la production agricole y est gravement sinistrée dans la totalité des terres basses, où se concentre l'agriculture commerciale. Dans les hautes terres, où se situent les petites exploitations, les dégâts sont très localisés, 30 pour cent en moyenne des cultures de maïs et de haricots ayant été détruites. Les infrastructures économiques et sociales, par exemple les ponts et les routes, sont détruites et les écoles et les dispensaires endommagés. La moitié des ressources de la présente IPSR sera destinée à l'aide au relèvement des familles et à la reconstruction des actifs productifs au Honduras.

La présente IPSR démarrera lorsque l'opération d'urgence en cours prendra fin, soit en mai 1999. Elle vise à contribuer au redressement et à améliorer la sécurité alimentaire des segments les plus touchés de la population du Honduras, du Nicaragua, du Guatemala et de El Salvador. Elle le fera en associant activement les bénéficiaires aux activités de redressement de la capacité productive et au relèvement de l'infrastructure économique et sociale, par le biais de programmes vivres-contre-travail. Le PAM fournira également des vivres aux segments les plus vulnérables de la population, à savoir les femmes enceintes et les mères allaitantes, les enfants souffrant de malnutrition, les enfants des écoles maternelles et primaires. Plus d'un million de personnes bénéficieront de ces programmes durant la première année de la présente IPSR: 148 000 familles (environ 50 pour cent de femmes et de filles); 90 000 femmes et enfants souffrant de malnutrition; et 180 000 élèves des écoles maternelles et primaires, dont la moitié seront des filles. Dans le cadre de sa stratégie de retrait et compte tenu du rythme de redressement attendu, le nombre de bénéficiaires sera réduit la deuxième année, passant à 893 000, dont 268 000 femmes et enfants.

Le PAM travaillera en collaboration étroite avec les gouvernements des quatre pays pour ce qui est de l'exécution de cette IPSR. L'exécution des activités fera appel aux organisations de la société civile, essentiellement des ONG. Des accords sont en cours de négociation avec tous les partenaires, notamment la Banque mondiale, USAID et l'Union européenne, ainsi qu'avec d'autres organisations du système des Nations Unies. Chaque pays aura son propre plan d'exécution en fonction de ses besoins prioritaires. Les bureaux du PAM dans chaque pays seront chargés de la coordination et de l'exécution, avec l'appui du bureau régional de Managua, au Nicaragua.

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document contient des recommandations présentées au Conseil d'administration pour examen et approbation.

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Directeur régional, OLC: F. Roque Castro tel.: 00505-2-668785 ou 663937

Attaché de liaison principal: Mme R.I. Antolin tel.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tel.: 066513-2641).

STRATEGIE DE REDRESSEMENT: CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Analyse de la situation

1. A la suite des dégâts massifs causés par le cyclone Mitch à la fin d'octobre 1998 dans les quatre pays d'Amérique centrale—Honduras, Nicaragua, El Salvador et Guatemala—la période qui a suivi immédiatement la crise d'urgence a été consacrée à l'immense tâche de déblayage des infrastructures détruites, de réparation des ponts et des routes et de rétablissement des services essentiels, par exemple adduction d'eau potable, assainissement et électricité. Des mesures d'urgence ont été prises pour éviter les épidémies, mais plusieurs foyers de dengue, de leptospirose et de paludisme ont été signalés. Cette catastrophe est sans précédent en Amérique centrale, tant du point de vue de son étendue géographique que de l'ampleur des dégâts qu'elle a causés. On compte plus de 10 000 morts, plus de 9 000 disparus et plus de 500 000 sans-abri. Au total, plus de 6,7 millions de personnes ont été directement ou indirectement touchées par les vents, les pluies torrentielles, les glissements de terrain et les inondations dus au cyclone Mitch. C'est au Honduras et au Nicaragua que le plus grand nombre de victimes et les dégâts les plus importants ont été enregistrés, même si El Salvador et le Guatemala ont aussi été gravement frappés.
2. L'Amérique centrale est une région sujette aux catastrophes naturelles, où les anomalies climatiques sont fréquentes, mais l'intervention de l'homme a été un facteur aggravant de l'ampleur des pertes humaines et des dégâts matériels. D'une part, le déboisement très étendu et des pratiques culturelles inadéquates—notamment la culture des terres marginales sans mesures de conservation des sols et une gestion inadéquate des bassins versants—ont aggravé la vulnérabilité de nombreuses zones. De l'autre, compte tenu de la pauvreté structurelle de la région touchée, un grand nombre de paysans pratiquant une agriculture de subsistance n'avaient pas accès à de bonnes terres, au crédit ou à l'assistance technique, vivant sur des terres marginales à haut risque et étant donc les plus exposés à payer le prix fort en cas de catastrophe naturelle. Le cyclone a donc fait ressortir l'extrême vulnérabilité d'une bonne part de la population rurale et la nécessité urgente de mettre en œuvre des politiques durables et écologiquement viables axées sur la lutte contre la pauvreté et pour la justice sociale. C'est là un point mis en exergue par les présidents des pays d'Amérique centrale dans leur déclaration du 7 novembre 1998, dans laquelle ils signalent que la région "vit l'une des tragédies humaine, sociale, environnementale et économique les plus graves de son histoire...[dont l'] ampleur compromet l'avenir de la région". Ces dirigeants ont officiellement fait appel à la communauté internationale en vue de la formulation d'un Plan de relèvement et de reconstruction de l'Amérique centrale, car l'ampleur de la catastrophe dépasse la capacité dont disposent les pays d'Amérique centrale pour surmonter la crise par leurs propres moyens.

Contexte politique

3. Les gouvernements reconnaissent la nécessité de lancer sur le champ l'action de relèvement. La situation est propice à une telle action puisque les activités destinées à surmonter la catastrophe doivent être mises en œuvre de toute urgence et que les six mois de saison sèche à venir sont une période appropriée pour reconstruire. Le lancement immédiat de travaux créera des emplois, ce qui pourrait être un facteur déterminant pour

parer aux vastes mouvements migratoires et éviter la dépendance de l'aide, notamment de l'aide alimentaire.

4. La reconstruction est l'occasion d'apporter un mieux, c'est-à-dire de ne pas reconstruire l'ancien mais de créer des structures nouvelles en se fondant sur des politiques de développement social axées sur la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité. La reconstruction devrait non seulement mettre l'accent sur l'infrastructure, mais également sur l'atténuation de la vulnérabilité des plus pauvres et sur des facteurs environnementaux permettant de limiter les effets des événements futurs. La sécurité de la localisation des zones de réinstallation des populations, la gestion intégrée des bassins versants et le reboisement sont également des éléments cruciaux.
5. Ainsi, les efforts de reconstruction dans ces pays sont déjà en cours de formulation, et tiennent compte de trois éléments stratégiques, à savoir: a) centrer les activités sur les personnes, leurs besoins particuliers, leur capacité productive et leur environnement communautaire; b) concevoir des programmes et des activités qui tentent non seulement de rétablir la situation antérieure, mais visent également à créer un environnement offrant des possibilités d'emploi adéquat et de sécurité alimentaire pour les ménages concernés; et c) créer les conditions qui permettent de trouver des solutions durables sur le plan de l'activité économique et agricole tout en recréant des logements, des villages et des villes.

Intervention d'urgence du PAM

6. Immédiatement après que le cyclone Mitch a frappé la région, le PAM a fourni des vivres à des milliers de personnes des quatre pays sinistrés en tirant sur les réserves disponibles dans les pays. Outre ces interventions immédiates de petite envergure, le PAM a également préparé et approuvé une opération d'urgence régionale d'une durée de six mois et d'un montant de 58,4 millions de dollars¹ destinée à 1 125 000 bénéficiaires au total. Ce montant a ultérieurement été porté à 60,5 millions de dollars compte tenu d'un don de biscuits et d'une révision des coûts d'appui directs. L'objectif de l'opération d'urgence 6079.00 est de fournir une aide alimentaire d'urgence, en attendant la prochaine récolte, aux populations le plus durement touchées qui n'ont aucun moyen de se procurer des vivres ou dont les réserves alimentaires ont été anéanties et qui n'ont aucune possibilité d'emploi ou d'activités rémunératrices en vue.

Evaluation des besoins

Pauvreté et insécurité alimentaire dans les zones sinistrées

7. Bien qu'à des degrés divers, on trouve dans les quatre pays sinistrés de vastes poches de pauvreté et de pauvreté extrême, notamment en milieu rural. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant est en moyenne de 986 dollars seulement pour la région, mais avec quelques disparités: 1 610 dollars pour El Salvador et 1 340 dollars pour le Guatemala, soit un niveau supérieur à celui du Honduras (600 dollars) et du Nicaragua (380 dollars), ce dernier étant le plus bas de la région. L'espérance de vie à la naissance est de 66 ans pour la région, soit trois ans de moins que la moyenne pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui est de 69 ans. Elle est la plus élevée en El Salvador (72 ans) et la plus basse au Guatemala (56 ans). On trouvera au tableau 1 des renseignements pertinents sur la mortalité maternelle et infantile.

¹ Toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des Etats-Unis.

**TABLEAU 1: DONNÉES RELATIVES À LA MORTALITÉ
MATERNELLE ET INFANTILE**

Indicateur	Guatemala	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Moyenne
PIB par habitant (dollars)	1 340	1 610	600	380	986
Mortalité des nourrissons (pour 1 000)	43	34	29	44	37,5
Mortalité infantile (moins de 5 ans, pour 1 000)	56	40	35	57	47
Mortalité maternelle (pour 100 000)	300	200	220	160	220

Source: UNICEF, 1998.

8. Les pays d'Amérique centrale frappés par le cyclone Mitch se classent parmi les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV), à l'exception d'El Salvador. Au Honduras, l'indice global de la sécurité alimentaire des ménages (IGSAM) est de 89,3, contre environ 83 au Nicaragua et au Guatemala.

**TABLEAU 2: INDICE GLOBAL DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES
(IGSAM) EN AMÉRIQUE CENTRALE**

Pays	IGSAM	Classement
El Salvador	89,3	Non PFRDV
Honduras	87,6	PFRDV
Nicaragua	83,9	PFRDV
Guatemala	82,6	PFRDV

Source: PAM, 1998.

9. L'accès à l'eau potable, aux services de santé et à l'assainissement était déjà précaire avant le passage du cyclone Mitch. En moyenne, environ 27 pour cent de la population de la région n'a pas accès à une eau salubre (39 pour cent au Nicaragua). Environ 40 pour cent d'entre elle n'a pas accès aux services de santé (60 pour cent en El Salvador). De plus, 30 pour cent n'a pas accès aux services d'assainissement (près de 70 pour cent au Nicaragua). Il est encore plus frappant de noter que, dans les quatre pays de la région, près de 50 pour cent de la population vit avec moins d'un dollar par jour et que 50 pour cent vit au-dessous du seuil de pauvreté, comme le montre le tableau 3 ci-après.

TABLEAU 3: SITUATION DE LA POPULATION DE L'AMÉRIQUE CENTRALE

Pays	Indice de la pauvreté humaine	Espérance de vie ne dépassant pas 40 ans	Taux d'analphabétisme des adultes (%)	Population sans accès à:			PIB réel par habitant (dollars)		Population vivant au-dessous du seuil de pauvreté (%)	
				Eau salubre	Services de santé	Assainissement	20% les plus pauvres	20% les plus riches	1 dollar par jour	Seuil national de pauvreté
Guatemala	29,3	14	35,0	23	43	17	357	10 7	53	58
El Salvador	27,8	12	23,3	31	60	19	–	–	–	38
Honduras	21,8	12	27,3	13	31	13	399	6 0	47	53
Nicaragua	26,2	12	34,3	39	17	69	479	6 2	44	50
Moyenne	26,3	12,5	30	27	38	30	412	7 6	48	50

Source: Rapport du PNUD sur le développement humain, 1998.

10. En Amérique centrale, l'insécurité alimentaire est associée à l'incidence de la pauvreté. Elle est en partie attribuable à la nature de plus en plus marginale de l'agriculture de subsistance, qui concerne directement les petits paysans qui sont les principaux producteurs d'aliments de base tels que les haricots et le maïs. Environ 1,3 million des 1,7 million d'agriculteurs d'Amérique centrale produisent des céréales de base, généralement sur de petites parcelles familiales. Ils utilisent des techniques de production traditionnelles, de faible productivité, et consomment 80 pour cent de leur récolte. En fait, bien que le rythme de croissance de la production vivrière ait été inférieur à celui de la croissance démographique, une progression modeste de la croissance de la consommation alimentaire apparente de 4,5 pour cent était envisageable pour les années 90 en raison de l'augmentation des importations alimentaires, essentiellement de céréales.
11. L'indice de la production vivrière par habitant s'est nettement détérioré dans les quatre pays, diminuant de 14 pour cent entre 1980 et 1996, sauf au Guatemala, où il a enregistré une hausse de trois pour cent au cours de cette période. Au Honduras, cet indice a reculé de 27 pour cent. En 1995, les disponibilités de céréales par habitant y étaient de 141 kilogrammes; en El Salvador, elles étaient les plus élevées, avec 161 kilogrammes et au Honduras et au Nicaragua, les plus faibles, avec 127 et 129 kilogrammes respectivement. Pour l'ensemble des pays en développement, la moyenne était de 165 kilogrammes.
12. On estime que le cyclone Mitch a entraîné des pertes de cultures céréalières allant de 30 à 40 pour cent pour le maïs, le riz et les haricots. Juste après le passage du cyclone, l'accès aux marchés s'est vu sérieusement limité pour de vastes régions de ces pays, entraînant des pénuries temporaires, notamment dans les grandes agglomérations et les villes de tout le Honduras et du nord du Nicaragua. La situation s'est rapidement améliorée avec le rétablissement des liaisons de transport et la mise en place de ponts provisoires. Les prix des denrées ont augmenté de 10 à 20 pour cent; ces augmentations étaient plutôt liées à l'inaccessibilité qu'à des pénuries générales. Cependant, comme la saison sèche estivale arrive et que les réserves alimentaires s'épuisent, il pourrait y avoir une nouvelle flambée des prix des produits alimentaires. Une mission conjointe du PAM et de la FAO a été organisée en décembre pour évaluer les pertes subies par les cultures au Nicaragua et au Honduras.

Nutrition

13. Dans les familles pauvres, un apport calorique insuffisant associé à la prévalence d'infections ont entraîné une forte incidence de la malnutrition dans les groupes

vulnérables. Dans les quatre pays, la situation nutritionnelle est précaire. La proportion de nouveau-nés souffrant d'insuffisance pondérale (moins de 2,5 kilogrammes) est en moyenne de 13 pour cent, mais est plus forte encore au Guatemala et au Nicaragua (15 pour cent dans les deux cas).

14. L'incidence de la malnutrition modérément grave chez les enfants de moins de cinq ans est de 27 pour cent au Guatemala et de 11 pour cent en El Salvador. Pour les quatre pays, la moyenne est de 17 pour cent, soit un taux élevé par rapport à celui de l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes (10 pour cent). La malnutrition grave est également plus répandue au Guatemala, où elle est de six pour cent, et est plus faible en El Salvador (un pour cent), le taux moyen pour l'Amérique latine étant de un pour cent. L'insuffisance pondérale modérément grave pour la taille est la plus marquée au Guatemala (50 pour cent) et la plus faible en El Salvador (23 pour cent). Elle est également forte au Honduras (40 pour cent). Pour les quatre pays, la moyenne est élevée, soit 34 pour cent, contre 18 pour cent pour l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes.
15. La proportion de la population souffrant de goitre avoisine 15 pour cent. Le taux le plus élevé se trouve en El Salvador (20 pour cent) et le plus faible au Nicaragua (quatre pour cent). Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, la moyenne est de 12 pour cent. Environ 85 pour cent des ménages consomment du sel iodé, le taux le plus faible se trouvant au Guatemala (64 pour cent). Le tableau 4 présente ces données.

TABLEAU 4: SITUATION NUTRITIONNELLE DES PAYS TOUCHÉS PAR LE CYCLONE MITCH

	Guatemala	El Salvador	Honduras	Nicaragua	Moyenne
Insuffisance pondérale des nouveau-nés (%)	15	11	9	15	13
Allaitement maternel (%)					
Exclusivement allaités (0-3 mois)	50	20	11	11	23
Allaitement maternel et complément (6-9 mois)	56	71	-	48	58
Poursuite de l'allaitement (20-23 mois)	43	28	-	17	29
Moins de 5 ans					
Insuffisance pondérale modérément grave	27	11	18	12	17
Grave	6	1	3	-	3
Emaciation modérément grave	3	1	2	2	2
Poids faible pour la taille, modérément grave	50	23	40	24	34
Population souffrant de goitre (%)	20	25	9	4	15
Ménages consommant du sel iodé (%)	64	91	85	98	85

Source: UNICEF, 1998.

16. En 1995, la région a reçu une aide alimentaire sous forme de 257 000 tonnes de céréales, dont 56 pour cent ont été distribuées au Guatemala et 28 pour cent au Honduras, le reste, soit 16 pour cent, ayant été distribué en El Salvador et au Nicaragua.
17. En Amérique centrale, la population rurale a un régime essentiellement composé de haricots et de céréales. La cuisson se fait essentiellement au bois, parfois au kérosène ou au gaz. L'exploitation incontrôlée des forêts et la coupe des arbres pour le combustible ont entraîné le déboisement. La présente IPSR envisage de faire face à cette situation en

encourageant l'utilisation de fourneaux économes en combustible et en facilitant chaque fois que possible la mouture des céréales dans les communautés.

18. La sécurité alimentaire des ménages des zones les plus touchées par le cyclone Mitch dans ces quatre pays se caractérise par une forte dépendance de l'agriculture de subsistance pour obtenir les aliments de base. Compte tenu de cette dépendance et de la rareté des possibilités d'emploi saisonnier en dehors du secteur agricole, les ménages ruraux de ces régions sont fortement vulnérables face aux irrégularités climatiques de ces deux dernières années, depuis le début de la sécheresse induite par El Niño, laquelle a été suivie par une saison de violents cyclones accompagnés d'inondations et de coulées de boue. A l'heure actuelle, la plupart de ces familles sont en difficulté en raison de la perte de leurs cultures et de leurs sources de revenus, et ne peuvent s'attendre à parvenir à une certaine autosuffisance alimentaire avant la prochaine grande récolte, qui aura lieu vers septembre 1999.

Evaluation des dégâts

19. Les informations sur les dégâts causés par le cyclone et sur les pertes de récolte et de biens sont contrastées et sont constamment revues et ajustées. Aux fins de l'IPSR proposée, il a donc fallu consulter plusieurs sources et rapports, en se fondant sur le travail des équipes du PAM dans chaque pays ainsi que sur divers rapports pertinents, notamment ceux publiés par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), le PNUD et les gouvernements.
20. Le tableau 5 ci-dessous présente un bilan des populations touchées, extrait des rapports susmentionnés.

TABLEAU 5: RÉPARTITION DE LA POPULATION TOUCHÉE					
	Honduras	Nicaragua	Guatemala	El Salvador	Total
Nombre de morts	5 657	2 86	268	240	9 028
Nombre de disparus	8 058	948	121	19	9 146
Nombre de blessés ¹	12 272	388	280	n.d.	12 940
Nombre de personnes relogées dans des abris ²	285 000	65 27	50 000	55 864	456 135
Nombre total de personnes évacuées	617 831	370 64	108 594	84 316	1 181 :
Nombre total de personnes touchées ³	4 753 :	867 75	734 198	346 910	6 702 :
Population totale ⁴	6 203	4 49	11 645	6 075 5	28 417 :
Pourcentage de personnes touchées	76,6	19,3	6,3	5,7	23,6

Source: PNUD, CEPALC, décembre 1998.

¹ Ce chiffre ne comprend pas les blessés en El Salvador.

² Au 26 novembre 1998 pour le Nicaragua, et au 15 novembre 1998 pour le Guatemala.

³ Comprend les morts, les blessés et les sans-abri, ainsi que les personnes qui ont subi des pertes matérielles et financières. Source de définition CEPALC. Pour le Honduras, ce chiffre comprend la population la plus gravement touchée (estimée à 2,4 millions d'habitants) et la population touchée à un moindre degré, notamment les citoyens encore privés des services de base.

⁴ Estimation en Octobre 1998. Source: CELADE.

21. Comme on le constate à la lecture du tableau ci-dessus, le cyclone a été particulièrement dévastateur au Honduras et au Nicaragua.

Impact sur les ménages

22. Le cyclone Mitch a porté un coup grave aux revenus et à la sécurité alimentaire des paysans pratiquant une agriculture de subsistance. Ceux-ci ont perdu réserves alimentaires, bétail et semences; leurs fermes ont été gravement endommagées et beaucoup ont perdu leurs logements et leurs biens. En outre, un grand nombre de plantations et d'agro-industries dans lesquelles ils avaient auparavant obtenu des emplois temporaires ou permanents ont été endommagées. Cette réduction drastique des revenus et des disponibilités alimentaires a eu de graves répercussions sur la sécurité alimentaire des familles touchées, en particulier des ménages qui ont de nombreux enfants d'âge préscolaire ou qui sont dirigés par des femmes (au moins 25 pour cent du nombre total de ménages), lesquels ont plus difficilement accès aux programmes officiels de crédit et de formation, et dont les mécanismes de survie ont été anéantis en raison des dégâts provoqués par le cyclone.
23. Les ménages des zones rurales se répartissent comme suit, suivant l'ampleur des dommages qu'ils ont subi:
- ménages ayant perdu la totalité de leurs avoirs productifs et de leurs biens (30 pour cent de la population totale touchée);
 - ménages ayant perdu une partie de leurs terres (destruction de la couche fertile), de leur bétail, de leurs réserves alimentaires, et de leurs biens (50 pour cent de la population totale touchée); et
 - ménages ayant subi des pertes limitées d'avoirs productifs ou de biens (20 pour cent de la population totale touchée).

Dégâts causés aux infrastructures sociales et productives

24. Ont principalement été endommagés les routes et les ponts, les zones cultivées, les logements et les infrastructures communautaires telles que écoles, centres de santé, réseaux d'adduction d'eau et installations d'assainissement.

Bénéficiaires

25. L'IPSR se concentrera sur les familles et les groupes vulnérables qui ont perdu la totalité de leurs avoirs productifs et de leurs biens, et dont la sécurité alimentaire est compromise jusqu'à la prochaine récolte. Il est prévu de fournir une assistance à 1 110 000 personnes durant la première année et à 893 000 personnes durant la seconde année. Des détails sont fournis au tableau 6 ci-dessous:

TABLEAU 6: VENTILATION DES BENEFICIAIRES

Catégorie	Année	Nicaragua	Honduras	Guatemala	El Salvador	Total
VCT						
Travailleurs et membres des familles	1	250 00	400 000	40 000	50 000	740 00
	2	200 00	250 000	35 000	40 000	525 00
Aide alimentaire d'appoint						
Femmes et enfants souffrant de malnutrition	1	60 00	100 000	25 000	5 000	190 00
	2	60 00	100 000	25 000	3 000	188 00
Elèves des écoles maternelles	1	10 00	15 000	0	0	25 00
	2	10 00	15 000	0	0	25 00
Elèves des écoles primaires	1	70 00	85 000	0	0	155 00
	2	70 00	85 000	0	0	155 00
Total	1	390 00	600 000	65 000	55 000	1 11
	2	340 00	450 000	60 000	43 000	893 00

26. Dans le cas particulier du Honduras, où l'infrastructure du système sanitaire national est insuffisante, les groupes vulnérables souffrant de malnutrition, à savoir les élèves des écoles maternelles et primaires, seront assistés par le biais de programmes d'alimentation scolaire. CARE et Caritas aident principalement des femmes enceintes et des mères allaitantes. Cent mille enfants—dont environ la moitié de filles—recevront des rations d'appoint pendant les deux ans que durera l'intervention.
27. L'IPSR concentrera son aide sur les paysans pratiquant une agriculture de subsistance, les travailleurs ruraux sans terre, et les femmes et les enfants souffrant de malnutrition. Par exemple, au Honduras, sur les quelque 320 000 fermes dénombrées, environ 230 000 couvrent moins de cinq hectares et représentent 11 pour cent seulement de la surface totale des terres agricoles. Au Nicaragua, il existe plus de 400 000 petites exploitations, dont plus de 60 pour cent de moins de 3,5 hectares. Le nombre de familles paysannes sans terre est considérable, mais on ne dispose d'aucune estimation fiable à ce sujet. On estime que les ménages dirigés par des femmes représentent entre 25 et 30 pour cent du nombre total de ménages dans les zones rurales; le pourcentage est du même ordre au Guatemala et en El Salvador.
28. La majorité des petites exploitations agricoles se trouvent dans des zones accidentées, sur des terres qui se prêtent mieux à l'exploitation forestière. Les sols pauvres, les méthodes de culture traditionnelles et l'emploi limité d'intrants agricoles expliquent les rendements très faibles. Les familles exploitant ces fermes se caractérisent comme suit:
- leurs exploitations couvrent moins de quatre hectares et les possibilités d'emplois extra-agricoles sont peu nombreuses;
 - elles possèdent peu ou pas de terres et paient cher, en espèces ou en produits, la location des terres;
 - la majorité des ménages ruraux sont dirigés par des femmes; et
 - dans les zones sinistrées, elles sont surtout concentrées dans le nord-est et dans l'ouest du Honduras, dans le nord et dans le nord-ouest du Nicaragua, dans le sud-est de El Salvador et dans l'est du Guatemala.

29. Le système de culture itinérante permet de cultiver au maximum 1,5 hectare par an de céréales de base, suivant la taille de la famille et la main-d'oeuvre disponible; une telle surface ne permet pas de produire plus de 800 kilogrammes de maïs et 200 kilogrammes de haricots, ce qui est à peine suffisant pour couvrir les besoins d'une famille. Outre cette production limitée, de nombreux paysans pauvres ont des besoins immédiats d'argent et sont contraints de vendre leur récolte rapidement. Une minorité de familles paysannes élèvent de petits animaux (volailles ou cochons); celles qui possèdent des bovins sont rares. Pour obtenir l'argent nécessaire à l'achat d'autres articles ménagers et de médicaments, les familles doivent habituellement trouver des emplois extra-agricoles temporaires dans des plantations de café avoisinantes, des élevages de bétail et/ou dans des exploitations agricoles à vocation commerciale. Certains membres de la famille doivent parfois émigrer vers les villes et/ou à l'étranger pour contribuer à l'entretien de leur famille.
30. On estime que les revenus que retirent les ménages paysans de leurs exploitations (y compris la valeur des produits réservés à leur propre consommation) et leurs gains en espèces s'échelonnent entre 300 et 900 dollars par an. Leurs stratégies de survie sont donc basées sur un équilibre délicat entre la production vivrière de leurs exploitations, leurs revenus monétaires et le souci d'éviter les risques. Or le cyclone Mitch a gravement perturbé cet équilibre. Si quelques agriculteurs ont pu récolter leurs cultures du premier cycle, celles du second cycle ont été détruites par suite de dégâts dus à l'eau (tiges et racines brisées) ou de glissements de terrain. Avec la perte des possibilités d'emploi extra-agricole, les petits paysans se sont aussi vu privés de leurs mécanismes de survie traditionnels.
31. Auparavant, les salaires journaliers ruraux s'échelonnaient entre deux et trois dollars. A titre de comparaison, la valeur marchande de la ration VCT standard du PAM est de 1,30 dollar. Bien que cette valeur représente entre 43 et 65 pour cent du salaire journalier moyen, dans de nombreuses régions, les activités VCT sont devenues la seule source de revenu des familles pauvres. Dans une certaine mesure, la durée relativement courte de la journée de travail (quatre à cinq heures) et la réduction du temps de trajet jusqu'au lieu de travail compensent la faiblesse relative de la valeur de la ration VCT du PAM. De ce fait, les activités VCT présentent un grand attrait et ont un excellent effet d'auto-ciblage.
32. Les familles rurales touchées par le cyclone Mitch ont également vu diminuer leur accès aux services sanitaires; en outre, les activités de soins préventifs et de soutien à la nutrition sont désormais restreintes, de même que leur possibilité d'y participer. L'IPSR visera à fournir un apport alimentaire temporaire aux femmes et aux enfants souffrant de malnutrition, ainsi qu'aux élèves des écoles maternelles et primaires des zones ciblées.

Ciblage

33. Afin de limiter la portée de l'intervention et de bien la cibler, l'IPSR couvrira uniquement les besoins de relèvement immédiats des ménages dont les logements ou les terres agricoles ont été gravement endommagés ou détruits. Le revenu transféré à ces ménages grâce à l'aide alimentaire couvrira une part importante des pertes. L'assistance devra être fournie pendant une période suffisamment longue, correspondant au cycle agricole et aux efforts de reconstruction dans d'autres secteurs.
34. Les deux principaux critères de réussite de l'IPSR seront donc le transfert de revenu aux bénéficiaires et l'impact nutritionnel sur ceux-ci. La création d'actifs doit être considérée comme un avantage supplémentaire important, sans appliquer un rapport coûts-avantages au sens strict. Les besoins de relèvement à plus long terme, en particulier en ce qui

concerne la protection de l'environnement et les routes rurales, devraient être couverts par un programme de développement du PAM éventuellement élargi, dès que les structures d'exécution requises pourront être mises en place, et lorsqu'un programme public global de relèvement sera formulé.

35. La majorité des secours distribués dans les abris seront supprimés d'ici à mai 1999, date à laquelle l'IPSR devrait démarrer. Cependant, un nombre limité de personnes vivant dans des abris ou ayant perdu tous leurs biens après le cyclone auront encore besoin d'un appui.
36. Entre janvier et septembre 1999, l'insécurité alimentaire augmentera progressivement à l'échelon national, mais en particulier pour les ménages ruraux vivant dans les zones traditionnellement déficitaires en vivres des pays touchés. La gravité de ces déficits vivriers dépendra de la rapidité à laquelle les programmes d'appui agricole (en particulier de semences) seront exécutés et de la mesure dans laquelle les quantités considérables d'aide alimentaire programme déjà promises atteindront les marchés ruraux dans les zones à déficit vivrier.
37. En ce qui concerne le soutien visant à restaurer la capacité productive, l'IPSR devrait miser sur un "taux de décaissement" très élevé pendant la première année d'exécution, puis réduire ses activités dans les zones qui auront retrouvé en grande partie leur potentiel de production agricole antérieur.
38. Compte tenu de l'absence d'études fiables sur l'ampleur des dommages au niveau des ménages individuels, seules les évaluations qualitatives effectuées au cours de visites des zones rurales les plus touchées et les plus pauvres ont pu être utilisées comme point de départ pour planifier l'IPSR. Les estimations des effectifs de bénéficiaires et le calcul de la valeur adéquate de transfert de l'aide alimentaire, sont basés sur les hypothèses suivantes:
 - a) seuls les départements sinistrés seront couverts; les régions recevant une aide alimentaire d'autres partenaires d'exécution seront exclues;
 - b) le pourcentage de la population rurale vivant en-deçà du seuil de pauvreté sera estimé pour chaque zone d'intervention;
 - c) environ 50 pour cent de ces ménages pauvres participeront aux activités prévues dans le cadre de l'IPSR;
 - d) le transfert alimentaire moyen par ménage devrait couvrir les deux tiers des besoins alimentaires de base annuels.
39. Compte tenu de ce qui précède, les critères à appliquer pour sélectionner les ménages individuels qui participeront aux activités de l'IPSR seront les suivants:
 - a) ménages pauvres dont les logements ont été gravement endommagés ou entièrement détruits;
 - b) ménages exploitant des terres de moins de quatre hectares, dont au moins 1,5 hectare a été détruit;
 - c) ménages exploitant moins de deux hectares de terres et n'ayant plus de perspective d'emploi par suite de la catastrophe; et
 - d) ménages dirigés par des femmes ayant perdu plus des deux tiers de leurs sources de revenu habituelles.
40. Etant donné que, même en temps normal, la majorité des ménages pauvres n'étaient en mesure de couvrir qu'entre un tiers et la moitié de leurs besoins alimentaires de base par leur propre production agricole ou à l'élevage, ils devaient compter sur d'autres sources de

revenu, provenant principalement d'emplois sous contrat dans des fermes et des plantations plus vastes. On estime qu'au moins jusqu'à la fin de l'année 1999 les dommages subis par les plantations de canne à sucre, de bananes, de melons et de café, ainsi que par les élevages de crevettes réduiront considérablement ces sources de revenu.

41. Un grand nombre de ménages devront remettre en état les bâtiments de leurs fermes et leurs exploitations, et ne pourront pas émigrer—comme ils le faisaient auparavant—à la recherche d'un emploi temporaire. L'aide alimentaire apportée aux zones rurales à déficit vivrier touchées par le cyclone Mitch présentera donc également l'avantage de stabiliser les prix du marché et de créer des emplois à proximité du domicile des bénéficiaires. Ceci est particulièrement important pour les femmes qui ont des enfants en bas âge et ne peuvent pas se permettre de chercher des emplois loin de leur domicile.
42. On trouvera ci-dessous des informations détaillées sur les zones actuellement ciblées dans chaque pays.

El Salvador

43. Les bénéficiaires se trouvent dans les zones de la côte Pacifique des départements de Ahuachapán, Sonsonate, La Libertad, La Paz, San Vicente, Usulután, San Miguel, La Unión, Cabanas, Morazán et Chalatenango. À l'intérieur de cette zone, on a sélectionné 37 municipalités au total, où les dommages sont particulièrement importants.

Guatemala

44. Les zones sinistrées ciblées se trouvent dans 25 municipalités de 13 départements: Alta Verapaz, Suchitepequez, Sacatepequez, Santa Rosa, San Marcos, Jutiapa, Jalapa, Izabal, Escuintla, El Progreso, Zacapa, El Petén et Chiquimula.

Honduras

45. Les zones ciblées sont les municipalités les plus touchées de 12 départements, qui abritent 53 pour cent de la population totale du pays, et 47 pour cent de la population touchée. Il s'agit principalement des zones rurales des départements de Colón, Lempira, Ocotepeque, Copán, Yoro, Valle, Santa Bárbara, Intibucá, El Paraíso, Choluteca, Gracias a Dios et Olancho.

Nicaragua

46. Les activités de l'IPSR seront concentrées sur les 58 municipalités les plus touchées des départements de Chinandega, León, Estelí, Madriz, Nueva Segovia et Jinotega y Matagalpa. On estime que 43 municipalités se trouvent dans les zones où un pourcentage élevé de la population vit dans des conditions d'extrême pauvreté.

Partenariats

47. L'aide alimentaire du PAM sera utilisée en association avec d'autres ressources et apports fournis par les gouvernements, par des donateurs bilatéraux et multilatéraux, par des associations locales de la société civile et par des ONG. L'objectif est d'accroître l'impact des activités envisagées dans le cadre de l'IPSR, en combinant les apports d'aide alimentaire avec des ressources financières, une assistance technique et des matériaux et fournitures provenant d'autres sources. À cette fin, au titre de l'opération d'urgence, le PAM conclut actuellement des alliances et des accords opérationnels spécifiques avec des institutions des Nations Unies, des donateurs bilatéraux et des ONG. Ces partenariats, qui

se sont avérés efficaces, sont conformes aux orientations des plans de reconstruction formulés par les gouvernements concernés. Le PAM a également participé activement à la préparation de l'Appel commun provisoire lancé par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et a pris part aux réunions du Groupe consultatif pour la reconstruction de l'Amérique centrale organisées par la Banque interaméricaine de développement (BID) à Washington D.C., en décembre 1998.

PLAN D'EXECUTION

Buts et objectifs

48. L'aide alimentaire fournie aux bénéficiaires dans le cadre de la présente IPSR sera principalement utilisée pour:
- combler les déficits alimentaires des ménages dus à la catastrophe;
 - réduire les dépenses consacrées aux achats de vivres et utiliser les sommes ainsi épargnées pour remettre en état les logements et les terres agricoles endommagés; et
 - assurer un régime alimentaire plus sain.
49. Compte tenu des faiblesses relatives observées dans la capacité d'exécution, tant au niveau des gouvernements que des communautés, et du principal objectif qui est de combler les déficits critiques des ménages, l'aide alimentaire sera pour la plupart fournie par le biais de programmes VCT, lesquels permettent de retirer des avantages supplémentaires de l'aide. La plus grande partie de cette aide alimentaire sera axée sur les zones rurales.

Objectifs immédiats

50. Les objectifs immédiats sont les suivants:
- garantir la sécurité alimentaire des bénéficiaires qui participent aux activités visant à restaurer la capacité productive de leurs propres exploitations et à reconstruire l'infrastructure sociale et économique de leurs communautés;
 - promouvoir et soutenir, par le biais d'activités VCT, des initiatives locales qui créeront des emplois temporaires pour remettre en état l'infrastructure détruite;
 - en coordination avec le Ministère de l'éducation, promouvoir l'amélioration du régime alimentaire des élèves des écoles maternelles et primaires afin de rétablir un cycle scolaire normal, et de maintenir les effectifs et la fréquentation des élèves dans les écoles maternelles et primaires; et
 - appuyer des activités sanitaires visant à améliorer la sécurité alimentaire des groupes les plus vulnérables, à savoir les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et les mères allaitantes souffrant de malnutrition.

Activités de redressement

Stratégie d'exécution

51. Les ressources de l'IPSR seront utilisées conformément aux priorités établies dans le cadre des différents plans de relèvement nationaux pour les régions et les populations

touchées par le cyclone. Les activités du PAM seront ciblées sur les groupes de population les plus pauvres et les plus touchés afin de leur garantir un apport temporaire de rations alimentaires pendant la période de relèvement et, partant, de combler les déficits alimentaires que connaîtront ces ménages durant cette période.

52. L'IPSR durera deux ans afin de pouvoir restaurer la capacité productive et reconstruire les infrastructures communautaires. La première année, l'action sera centrée sur les bénéficiaires qui travaillent à la remise en état de leurs propres fermes. Pendant la deuxième année, et en fonction du calendrier des activités, la construction d'infrastructures à l'échelon communautaire passera au premier plan. Une haute priorité sera également donnée à la construction de logements pour les familles ayant perdu leur habitation qui vivent encore dans des abris provisoires. Ces activités seront complétées par des travaux d'assainissement de base, de remise en état ou de construction de conduite d'eau et de construction de latrines.
53. L'analyse des questions hommes-femmes et de la répartition des avantages sera incorporée dans toutes les composantes et activités relevant de l'IPSR. A cette fin, on aura recours à des méthodes participatives de façon à associer directement les bénéficiaires à la planification, à la supervision et au suivi des ressources disponibles pour l'IPSR. Dans la mesure du possible, les distributions alimentaires seront ciblées sur les femmes; étant donné qu'environ un quart à un tiers des ménages touchés sont dirigés par des femmes, il sera important de programmer les activités comme il convient pour faciliter leur participation.
54. Dans les activités de remise en état et de construction de logements et d'installations d'assainissement de base, la priorité sera donnée à l'application de programmes de construction en auto-assistance et à l'utilisation intensive de la main-d'oeuvre disponible et de matériaux de production locale. De même, les ressources du PAM seront utilisées pour promouvoir une gestion appropriée des ressources naturelles, des mesures de conservation des sols, une utilisation rationnelle des pesticides et d'autres produits chimiques, et un processus de reboisement.
55. On accordera également une attention prioritaire aux activités de formation à la gestion et à la manutention des produits alimentaires, en cherchant à amener la communauté à utiliser comme il convient l'aide alimentaire et à participer au suivi des distributions alimentaires.
56. Il est également envisagé d'utiliser l'aide alimentaire à l'appui d'un programme concret de prévention des catastrophes et d'atténuation de leurs effets dans les communautés les plus vulnérables, en mettant plus particulièrement l'accent sur la conservation des ressources naturelles. Ainsi, pour les bénéficiaires, l'IPSR représentera une série de possibilités qui pourront être mises en oeuvre en plusieurs étapes pendant toute la durée de l'opération. L'une des caractéristiques essentielles de cette approche participative est que les bénéficiaires et les communautés participantes décideront eux-mêmes des activités à entreprendre et formuleront leurs propres plans de travail en conséquence. Etant donné que la sécurité alimentaire des ménages devrait s'améliorer progressivement, on prévoit que, pendant la première année, les bénéficiaires participeront aux activités VCT pendant 150 jours; ce nombre passera à 120 pendant la deuxième année.
57. En ce qui concerne l'assistance aux groupes vulnérables, l'aide alimentaire sera distribuée pendant les mois où le déficit vivrier entre les récoltes est le plus grand. Cependant, le principal critère de sélection des bénéficiaires sera le risque de malnutrition parmi les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants de moins de cinq ans.

58. Les activités de remise en état et de construction seront revues à la lumière des nouveaux plans formulés par les gouvernements bénéficiaires et les donateurs, à l'issue de la réunion de Stockholm.

COMPOSANTES ET ACTIVITES

59. Les deux principales modalités d'exécution de l'IPSR seront les suivantes: vivres-contre-travail et aide alimentaire d'appoint.
60. La composante vivres-contre-travail comprendra les activités suivantes indiquées ci-après.

Restauration de la capacité productive

- Reconstruction d'exploitations agricoles
- Remise en état ou construction de clôtures
- Remise en état ou construction d'ouvrages de conservation des sols (courbes de niveau, terrasses, barrages, fossés)
- Remise en état ou construction de petits réseaux d'irrigation
- Plantation de pépinières
- Préparation des terres pour la mise en culture
- Activités forestières et ramassage de bois de feu

Remise en état de l'infrastructure sociale et économique

- Remise en état des:
 - routes d'accès
 - ponts et systèmes de drainage
 - puits familiaux
 - systèmes d'adduction d'eau potable
 - latrines
 - logements
 - écoles
 - dispensaires
 - lignes d'électricité
61. La composante d'aide alimentaire d'appoint comprendra l'alimentation des élèves des écoles maternelles et primaires et des femmes enceintes ou des mères allaitantes mal nourries.

Rations

62. Pour la composante vivres-contre-travail, les participants recevront des rations familiales mensuelles, suivant l'avancement des travaux et les normes de travail établies pour chaque activité.
63. Pour la composante d'alimentation d'appoint, les bénéficiaires assistés dans les dispensaires recevront des rations à emporter. Pour les élèves des écoles maternelles et primaires, les rations du PAM seront cuisinées et accompagnées d'autres denrées dans les écoles primaires ou maternelles.

Formation

64. Dans le cadre de la composante vivres-contre-travail, des ateliers techniques seront organisés sur divers thèmes: production agricole, foresterie, environnement, gestion de l'aide alimentaire, analyse des questions hommes-femmes et de la répartition des avantages, information et établissement de rapports, suivi et évaluation. Dans le cadre de l'aide alimentaire d'appoint, des ateliers auront lieu sur divers sujets: éducation en matière de santé maternelle et infantile, participation communautaire, santé génésique, suivi et évaluation. Concernant les cours de formation, des rations alimentaires seront distribuées en fonction de la durée de chacun de ces cours.

Résultats

65. L'IPSR devrait créer 34,8 millions de journées de travail en deux ans. La main-d'oeuvre financée par une aide alimentaire permettra de restaurer la capacité productive et de reconstruire les infrastructures communautaires, comme indiqué dans l'annexe III. Dans chaque pays, les équipes nationales s'emploient actuellement à déterminer les résultats spécifiques escomptés des travaux de remise en état ou de construction réalisés dans le cadre d'activités VCT.
66. Sur le plan qualitatif, les résultats suivant devraient être atteints:
 - rétablissement de la sécurité alimentaire des bénéficiaires;
 - restauration de la capacité productive des exploitations agricoles appartenant aux bénéficiaires;
 - restauration de l'infrastructure économique: routes d'accès, réseaux d'irrigation, entrepôts, et centres de stockage de la production agricole nationale;
 - reconstruction de l'infrastructure sociale: systèmes d'adduction d'eau et d'assainissement de base, écoles, dispensaires et centres sociaux;
 - mise en oeuvre d'activités visant à améliorer la gestion des ressources naturelles;
 - participation assurée des communautés ainsi que le contrôle des ressources par les bénéficiaires, notamment par les femmes;
 - amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants souffrant de malnutrition;
 - amélioration et maintien des taux de fréquentation et d'inscription dans les écoles maternelles et primaires.

Accords de partenariat

67. Vu l'ampleur des dommages causés par le cyclone, des institutions des Nations Unies, des organismes de coopération internationale et des ONG ont entamé un processus intensif

de révision des orientations et des objectifs de leurs opérations et de leurs programmes d'assistance. Ce processus a mis en lumière un élément commun à tous les secteurs, à savoir la nécessité impérative de mettre en place une coopération conjointe et des programmes réellement intégrés. Dans ce contexte, le PAM est bien placé pour parvenir à des accords opérationnels avec divers partenaires dans ces pays, en utilisant l'aide alimentaire comme un élément essentiel pour la reconstruction et le relèvement. Il existe des exemples spécifiques dans chaque pays, mais les plus notables sont les négociations qui ont eu lieu avec le PNUD pour le renforcement des capacités locales et la reconstruction des logements, avec la FAO et la BID pour le relèvement agricole, avec l'Union européenne et l'USAID pour un programme général de relèvement et avec la Banque mondiale pour l'aide aux groupes vulnérables. On trouvera ci-dessous un bilan détaillé des négociations par pays.

El Salvador

68. Dans ce pays, des institutions des Nations Unies ont élaboré une stratégie commune dans un document intitulé: "De l'urgence au développement: la route à suivre pour la reconstruction". Cette stratégie a également été discutée avec l'OCHA en novembre 1998. Dans le cadre de cette stratégie, le PAM s'emploiera, avec la FAO, à relancer la production de fruits et de légumes (source importante de revenu pour les petits paysans), et à appuyer la réparation des ouvrages d'irrigation et la conservation des sols. Le PAM coopérera avec le PNUD pour la reconstruction des logements et avec l'Union européenne pour mettre en place des systèmes d'adduction d'eau et des services d'assainissement de base dans les communautés.

Nicaragua

69. Les activités du PAM s'inscriront dans une stratégie commune de reconstruction lancée par le gouvernement et des institutions de coopération internationales. Plusieurs accords sont en voie d'élaboration: avec le PNUD et le FNUAP pour l'appui aux gouvernements locaux; le PAM signera un accord de coopération avec la FAO pour la mise en valeur de la zone de Los Marribios à Chinandega, avec des fonds des Pays-Bas, et pour la mise en oeuvre conjointe d'un projet de sécurité alimentaire à l'appui des petits agriculteurs dans la zone de San Francisco Libre; ce dernier projet bénéficie d'un appui financier du Gouvernement espagnol.
70. Un accord du même type sera négocié avec la BID. La Banque mondiale a conclu un accord avec le PAM concernant l'appui aux élèves des écoles maternelles et primaires dans les zones les plus touchées, pendant la période de relèvement. Le PAM continuera à mettre en oeuvre des activités conjointes avec, entre autres, CARE, le Service de secours catholique (CRS), Save the Children, Adventist Development and Relief Agency (ADRA), Project Concern International et Allistar.

Guatemala

71. Les partenaires suivants participeront à la mise en oeuvre de l'IPSR: le PNUD interviendra dans la formation et dans la gestion d'autres sources de financement; le FNUAP dans la réduction de la mortalité maternelle et infantile et la santé génésique; l'INCAP s'occupera de la sécurité alimentaire et de la formation en matière d'alimentation et de nutrition; l'UNICEF formera et organisera des groupements féminins dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'assainissement de base; la FAO fournira une assistance technique pour la remise en état de petits réseaux d'irrigation;

HABITAT participera à la construction d'abris et à la réinstallation des populations sinistrées. La Banque mondiale cofinancera la reconstruction de l'infrastructure. L'USAID participera aussi à la mise en oeuvre.

Honduras

72. Il existe déjà une coopération étroite et un partage de responsabilités avec le CRS et CARE. Les activités du PAM sont parfaitement intégrées à la stratégie de reconstruction définie par le gouvernement et à l'approche commune des institutions des Nations Unies. Plusieurs organisations locales sont présentes dans les villages et dans les communautés. L'assistance technique sera fournie essentiellement par le Ministère de l'agriculture et de l'élevage et par la Société hondurienne de développement forestier (COHDEFORT). Des ONG internationales et locales mettent en oeuvre des activités de développement économique et social dans de nombreuses zones sinistrées et intensifient actuellement leurs opérations.

Logistique

73. Les aspects logistiques ont été un facteur déterminant pendant la phase initiale d'assistance aux victimes du cyclone et pendant l'exécution de l'opération d'urgence. Les flux d'aide alimentaire d'urgence ont été trois à quatre fois plus élevés que l'aide au développement habituellement gérée par ces pays. Les bureaux de pays, en particulier au Honduras et au Nicaragua, ont donc dû renforcer leurs opérations, leur dotation en personnel et leur infrastructure pour gérer le volume accru de produits dans les ports et les aéroports, les magasins centraux et régionaux, et les points de livraison avancés (PLA). Des efforts particuliers ont également été accomplis pour améliorer les communications avec les bureaux auxiliaires, entre les bureaux de pays, avec le bureau régional à Managua et avec le siège du PAM à Rome.

74. Ce renforcement des capacités de logistique et de communication devrait faciliter la mise en oeuvre de l'IPSR. Toutefois, dans l'immédiat il est nécessaire de renforcer la capacité de gestion du bureau du PAM du Honduras en le dotant du personnel requis, tant pour la supervision des opérations logistiques que pour le suivi des distributions aux bénéficiaires et l'établissement des rapports à ce sujet. Le Honduras continuera à utiliser l'infrastructure logistique de la Société hondurienne de développement forestier, du Ministère de l'agriculture, et des bureaux régionaux du Ministère de la santé. Au Nicaragua, le réseau logistique restera en place, le PAM se chargeant de la gestion et de la manutention des produits alimentaires jusqu'aux PLA. A partir de ces points de livraison avancés, la responsabilité des aspects opérationnels et logistiques sera transférée à l'Unité chargée de l'exécution du projet 4571.01—"Amélioration de la sécurité alimentaire des familles rurales pauvres dans la zone aride"—conjointement aux ONG associées et aux gouvernements locaux.

75. En El Salvador et au Guatemala, les aspects logistiques continueront d'être gérés par les contreparties nationales qui ont les moyens logistiques et les capacités de gestion requis. En El Salvador, l'entité responsable de la logistique sera le Directeur de l'aide alimentaire (DAA) du Secrétariat national à la famille. Au Guatemala, les aspects logistiques seront gérés par l'Office de commercialisation des produits agricoles (INDECA) et le Ministère de l'agriculture.

76. Compte tenu de la gravité des dégâts au Honduras et au Nicaragua, le PAM prendra à sa charge 100 pour cent des coûts du transport terrestre, de l'entreposage et de la manutention (TTEM). En El Salvador et au Guatemala, le PAM couvrira 50 pour cent de ces coûts. Les

taux de TTEM seront régulièrement revus pour prendre en compte les services fournis à titre gratuit par les gouvernements respectifs ou par d'autres organisations.

77. Le PAM continuera à utiliser les ports de Santo Tomás de Castilla, Puerto Cortés, Puerto Quetzal, Acajutla et Corinto, qui sont à nouveau opérationnels et ont de bonnes liaisons de transport terrestre avec les zones du projet de l'intérieur de ces pays. Compte tenu de l'approche régionale de l'IPSR, le Directeur régional à Managua peut réaffecter ou dévier les expéditions d'un pays à l'autre, en fonction de l'avancement de l'exécution dans chaque pays. Le système d'approvisionnement de produits alimentaires mis en place pour la gestion de l'opération d'urgence sera également utilisé pour l'IPSR.

Renforcement des capacités

78. L'IPSR sera mise en oeuvre conformément à une stratégie de co-exécution avec des partenaires sélectionnés visant à atteindre les familles les plus pauvres et les plus touchées des quatre pays. Il faudra pour cela affecter suffisamment de personnel expérimenté et mettre en place des systèmes de gestion pour la mise en oeuvre des activités de secours et de redressement. Il est admis qu'à l'heure actuelle, ces systèmes et ce personnel ne sont pas encore disponibles, notamment parce qu'à l'origine, certains secteurs d'intervention n'étaient pas considérés comme prioritaires dans les projets de développement ordinaires du PAM. En ce qui concerne les partenaires d'exécution et les groupes de bénéficiaires, la situation est à peu près comparable. Au Honduras, il a été souligné que la capacité d'absorption risquait d'être insuffisante pour mettre en oeuvre avec succès les activités prévues dans le cadre de l'IPSR, et le budget des coûts d'appui directs en tient compte.
79. Il sera donc indispensable de renforcer la capacité de gestion des institutions participant à la mise en oeuvre de l'IPSR, dans tous les domaines, mais plus particulièrement pour le suivi et l'évaluation, ainsi que pour la planification et l'élaboration d'un calendrier des activités, à l'échelon des communautés. Avant le démarrage des activités, des ateliers participatifs seront organisés avec les gouvernements locaux, les ONG et les groupes de bénéficiaires.

Suivi et évaluation

80. La mise en place d'un système adéquat de suivi des activités et de l'impact de l'IPSR est une condition préalable importante. Ce système comprendra des informations quantitatives sur les distributions alimentaires, le type de travaux et le nombre de bénéficiaires et donnera des indications sur le taux de réussite du programme de redressement. Des informations de base sur l'exécution des activités seront rassemblées et communiquées par les ONG, les gouvernements locaux et les unités de contrepartie chargées de la mise en oeuvre de projets, notamment du projet 4571.01, le DAA, l'INDECA et le COHDEFOR. Des informations sur les résultats d'enquêtes communautaires rapides seront collectées par les contrôleurs de l'aide alimentaire. Un rapport spécial semestriel fournira des renseignements quantitatifs et qualitatifs sur la réalisation des objectifs immédiats de l'IPSR. Ce rapport sera préparé par les principales unités de contrepartie chargées de l'exécution dans chaque pays, et le chargé des rapports du PAM pour la région en fera la synthèse.
81. Des indicateurs de base spécifiques sont en voie d'élaboration; ils sont basés sur les éléments suivants:
- nombre de ménages participants et ventilation par âge et par sexe;

- état nutritionnel des membres des ménages atteints de malnutrition (femmes et enfants), au début et à la fin de l'intervention;
 - état nutritionnel des élèves des écoles maternelles et primaires au début et à la fin de l'intervention;
 - nombre de journées de travail accomplies et nombre de rations alimentaires distribuées pour:
 - les travaux de conservation des sols et des eaux (nombre d'hectares)
 - la remise en état des petites parcelles
 - la remise en état ou la construction de logements
 - la remise en état des infrastructures communautaires telles que routes d'accès, ponts, canaux, systèmes d'adduction d'eau
 - la remise en état de petits réseaux d'irrigation
 - la remise en état ou la construction de petits barrages et de puits
 - la remise en état ou la plantation de jardins potagers ou de pépinières.
82. Douze mois après le début des opérations, le bureau régional effectuera un examen à mi-parcours pour déterminer si les systèmes d'information et la planification des activités relevant de l'IPSR sont appropriés, et évaluer le rôle et les fonctions de l'aide alimentaire dans le cadre de cette intervention. Cet examen fournira les éléments nécessaires pour une éventuelle reformulation de certaines composantes de l'IPSR.

STRATEGIE DE RETRAIT

83. La stratégie de retrait de l'IPSR se fonde sur l'hypothèse que, au cours de la deuxième année, les bénéficiaires auront retrouvé une capacité productive adéquate et un certain degré d'autosuffisance. De ce fait, l'effectif de bénéficiaires sera en diminution la deuxième année. Ceci posera forcément des problèmes étant donné que ces bénéficiaires vivaient déjà, en temps normal, dans des conditions de grande pauvreté, mais l'idée est que le gros des efforts de secours et de redressement du PAM devrait être terminé d'ici à la fin de la seconde année. En l'an 2000, la situation et les besoins d'aide alimentaire des pays seront examinés pour décider si l'aide doit être poursuivie.

EVALUATION DES RISQUES

84. La réussite de l'IPSR dépendra essentiellement du degré de soutien qu'apportera la communauté des donateurs à cet ensemble d'activités et de la capacité d'absorption des pays concernés. A ce propos, la capacité de gestion des bureaux de pays du PAM et de ses partenaires d'exécution aux niveaux régional et communautaire jouera aussi un rôle.

APPORTS NECESSAIRES

Besoins d'aide alimentaire

Rations alimentaires et justification du choix des produits

85. Les rations distribuées au titre des différentes composantes de l'IPSR ont été calculées sur la base des rations actuellement utilisées pour les activités VCT et les programmes d'alimentation d'appoint. Il a également été tenu compte des habitudes et des préférences alimentaires locales.

TABLEAU 7: RATIONS POUR LA COMPOSANTE VCT

Produit alimentaire	Taille de la ration (en grammes)	Valeur nutritionnelle		
		Calories	Protéines	Matières grasses
Céréales	450	1 485,0	31,5	2,25
Légumineuses (haricots)	40	134,0	8,0	0,48
Huile végétale	30	265,5	–	30,0
Poisson en boîte	30	91,5	6,6	7,2
Total	550	1 976,0	46,1	39,93

TABLEAU 8: RATIONS DES ÉLÈVES DES ÉCOLES MATERNELLES

Produit alimentaire	Taille de la ration (en grammes)	Valeur nutritionnelle		
		Calories	Protéines	Matières grasses
Céréales				
Riz	40	144,0	2,8	0,2
Maïs		140,0	4,0	1,6
Légumineuses (haricots)	20	67,0	4,0	0,24
Huile végétale	10	88,0	4,0	10,0
Poisson en boîte	30	91,5	6,6	7,2
Total	100	386,5	18,6	19,04

TABLEAU 9: RATIONS DES ÉLÈVES DES ÉCOLES PRIMAIRES

Produits alimentaires	Taille de la ration (en grammes)	Valeur nutritionnelle		
		Calories	Protéines	Matières grasses
Mélange maïs-soja	25	95	4,5	1,5
Biscuits (2 unités)	50	225	6,0	7,5
Total	75	320	10,5	9,0

TABLEAU 10: RATIONS DES MÈRES ET DES ENFANTS SOUFFRANT DE MALNUTRITION

Produits alimentaires	Taille de la ration (en grammes)	Valeur nutritionnelle		
		Calories	Protéines	Matières grasses
Mélange maïs-soja	100	380	18	6
Total	100	380	18	6

86. Dans le cadre de la composante vivres-contre-travail, chaque participant recevra 150 rations familiales pendant la première année et de 120 pendant la seconde. Pour le programme d'alimentation d'appoint, les femmes recevront une ration à emporter de 100 grammes de mélange maïs-soja pendant 270 jours par an. Les élèves des écoles maternelles recevront des rations cuisinées dans les écoles pendant 220 jours par an, et ceux des écoles primaires pendant 160 jours.
87. L'IPSR nécessitera 111 607 tonnes de produits alimentaires pendant les deux ans d'exécution, représentant un coût total pour le PAM de 73 105 113 dollars.

Dotation de personnel

88. Le Honduras et le Nicaragua recevront environ 90 pour cent des denrées fournies au titre de cette IPSR, soit un volume considérablement plus élevé que les quantités habituellement prises en charge par les bureaux du PAM de ces deux pays. Afin de gérer comme il convient ces ressources, le personnel supplémentaire, requis principalement pour la logistique et le suivi des produits alimentaires, a été inscrit au budget des coûts d'appui directs. Les budgets pour El Salvador et le Guatemala ont aussi été augmentés, mais dans une proportion plus faible.

Articles non alimentaires

89. Les divers partenaires et organismes participant à l'exécution dans chaque pays et les gouvernements eux-mêmes (en particulier au Guatemala et en El Salvador) devraient fournir les apports essentiels, mais compte tenu de l'ampleur de la tâche, des outils seront mis à disposition pour les activités VCT au Honduras et au Nicaragua. Pendant la première année, chaque famille participant aux activités VCT recevra l'équivalent de 11 dollars en outils. Sachant que les familles participantes devraient être au nombre de 148 000, la valeur totale des articles non alimentaires sera de 1 430 000 dollars, soit environ deux pour cent du coût total de l'IPSR.

90. Les semences et les engrais tiendront une place importante dans les plans de relèvement des quatre pays. On prévoit que la FAO prendra des dispositions pour fournir ces articles à chaque pays sinistré.

Assistance technique

91. Une assistance technique spécifique sera nécessaire, en particulier pour la conception des travaux et l'application des techniques d'évaluation. La majeure partie de cette assistance sera fournie dans le cadre des accords de coopération dont il reste à définir les derniers détails avec la FAO, le PNUD, la Banque mondiale, la BID et d'autres partenaires. En outre, le bureau régional inscrit au budget de petites sommes pour l'examen et l'évaluation initiaux de l'impact des activités. Ce bureau s'efforcera en particulier de relier l'IPSR aux travaux d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) entrepris par le PAM dans d'autres régions, ainsi qu'à l'expérience pilote de l'Unité ACV à Santiago (Cuba).

Provisions pour imprévus

92. Le programme des activités de la présente IPSR est suffisamment souple, compte tenu de l'approche régionale, de sorte qu'il est possible d'intervenir rapidement en cas d'événements ou de changements imprévus. Ainsi, il n'est pas exclu qu'un phénomène naturel d'une ampleur considérable survienne dans la région pendant les deux ans durant lesquels l'IPSR sera mise en oeuvre. Le bureau régional à Managua est donc prêt à intervenir efficacement, en cas de changement ou d'aggravation de la situation. Cependant, aucune allocation spécifique n'a été inscrite au budget à cette fin.

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

93. L'IPSR est recommandée à l'approbation du Conseil d'administration, dans la limite du budget figurant aux annexes I et II.

ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne ¹	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produits ²			
– Riz	39 370	250	9 842
– Maïs	39 370	133	5 236
– Légumineuses	7 180	658	4 726
– Huile végétale	5 330	870	4 636
– Mélange maïs-soja	11 721	335	3 922
– Biscuits	2 480	1 400	3 472
– Sucre	606	260	157 560
– Poisson en boîte	5 550	2 000	11 100
Total produits	111 607		43 092
Transport extérieur	111 607	114,97	12 831
Plus surveillance			279 016
TIEM	111 607	65,4	7 296
Total partiel, coûts opérationnels directs			63 502
Coûts d'appui directs (voir annexe II pour plus de détails)			
Total partiel, coûts d'appui directs			4 756
Total coûts directs			68 258
C. Coûts d'appui indirects (7,1 pour cent du total des coûts directs)			
Total partiel, coûts d'appui indirects			4 846
COÛT TOTAL POUR LE PAM			73 104

¹ Le coût moyen par tonne a été arrondi.

² Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise de produits et les quantités effectives à fournir au projet comme à tous les projets assistés par le PAM peuvent varier au cours du temps en fonction des disponibilités du PAM et du marché intérieur des pays bénéficiaires.

ANNEXE II

APPUI DIRECT NÉCESSAIRE (dollars)

Dépenses de personnel		
Personnel international	623 000	
Volontaires des Nations Unies	484 000	
Administrateurs nationaux	170 000	
Consultants internationaux et contrats de louage de service	400 000	
Personnel local et temporaire	280 000	
Total partiel		1 9
Services d'appui technique		
Examen préalable de projet	190 000	
Vérification des comptes	75 000	
Evaluation de projet et vérification des comptes	85 000	
Total partiel		350 0
Voyages et indemnités journalières de subsistance		
International	46 000	
Dans le pays	150 160	
Total partiel		196 1
Dépenses de bureau		
Location des locaux	99 000	
Services collectifs	60 000	
Communications	72 000	
Fournitures de bureau	25 000	
Réparation et entretien du matériel	28 000	
Total partiel		284 0
Fonctionnement des véhicules		
Entretien	133 000	
Carburant	103 200	
Total partiel		236 2
Matériel		
Équipement de communication	12 000	
Véhicules	140 000	
Équipement informatique	31 000	
Matériel agricole	10 000	
Total partiel		193 0
Articles non alimentaires		
Outils agricoles	1 430 000	
Total partiel		1 4
Autres		
Information du public	110 000	110 0
TOTAL COÛTS D'APPUI DIRECTS		4 7

ANNEXE III

VENTILATION DES COMPOSANTES DE L'IPSR		
	Unités	Rations par unité
Restauration de la capacité productive		
Remise en état des zones agricoles	mz ¹	140
Conservation des sols ²	mz	250
Construction de petits réseaux d'irrigation	No.	360
Cultures vivrières et légumes	mz	100
Pépinières ³	No.	800
Agro-foresterie	mz	200
Infrastructure communautaire		
Réfection de routes	km	600
Remise en état de ponts	No.	150
Puits familiaux	No.	150
Réseaux d'adduction d'eau potable ⁴	No.	4 000
Latrines	No.	20
Construction de logements ⁵	No.	250
Remise en état de logements	No.	120
Remise en état d'écoles ⁶	No.	150
Remise en état de dispensaires	No.	150
Groupes vulnérables		
Mères-enfants	No.	365 jours d'alimentation par an
Elèves des écoles maternelles	No.	220 jours d'alimentation par an
Elèves des écoles primaires	No.	160 jours d'alimentation par an
Formation: agriculture, assainissement, environnement, conservation des sols et des eaux, petite irrigation, nutrition, hygiène	jours/personne	10 jours de formation par personne et par an

¹ Manzana—unité locale de mesure des terres équivalant à 0.7 hectare.

² Comprend les courbes de niveau, les terrasses, les drains et les fossés, les brise-vent et le compost.

³ Pépinières de 20 000 plants chacune.

⁴ A une distance moyenne de 5 km de la source, et du réseau de distribution domestique.

⁵ Surface minimale construite: 48 m².

⁶ Ecoles à salle de classe unique.

ANNEXE IV

L'IPSR EN CHIFFRES

NICARAGUA				
		Mai 1999–Mai 2000	Mai 2000–Mai 2001	
Bénéficiaires VCT		250 000	200 000	
Nombre de familles		50 000	40 000	
Nombre de journées VCT		150	120	
Nombre de mères et d'enfants souffrant de malnutrition		60 000	60 000	
Nombre de jours d'alimentation complémentaire		270	270	
Nombre d'enfants d'âge préscolaire		10 000	10 000	
Nombre de jours d'alimentation complémentaire		220	220	
Nombre d'élèves du primaire		70 000	70 000	
Nombre de jours d'alimentation complémentaire		160	160	

Poste	Ration journalière (grammes)	Quantités (tonnes)		
		Année 1	Année 2	Total
Vivres-contre-travail				
Céréales	450	16 875	10 800	27 675
Légumineuses	40	1 500	960	2 460
Huile végétale	30	1 125	720	1 845
Poisson en boîte	30	1 125	720	1 845
Total partiel	550	20 625	13 200	33 825
Mères et enfants souffrant de malnutrition				
Mélange maïs-soja	100	1 620	1 620	3 240
Total partiel	100	1 620	1 620	3 240
Enfants d'âge préscolaire				
Céréales	40	88	88	176
Légumineuses (haricots)	20	44	44	88
Poisson en boîte	30	66	66	132
Mélange maïs-soja	25	55	55	110
Sucre	10	22	22	44
Huile végétale	10	22	22	44
Total partiel	135	297	297	594
Elèves du primaire				
Biscuits	50	560	560	1 120
Mélange maïs-soja	25	280	280	560
Sucre	10	112	112	224
Total partiel	85	952	952	1 904
TOTAL	870	23 494	16 069	39 563

L'IPSR EN CHIFFRES

HONDURAS				
	Mai 1999–Mai 2000	Mai 2000–Mai 2001		
Bénéficiaires VCT	400 000	200 000		
Nombre de familles	80 000	50 000		
Nombre de jours VCT	150	120		
Nombre de mères et d'enfants souffrant de malnutrition	100 000	100 000		
Nombre de jours d'alimentation complémentaire	270	270		
Nombre d'enfants d'âge préscolaire	15 000	15 000		
Nombre de jours d'alimentation complémentaire	220	220		
Nombre d'élèves du primaire	85 000	85 000		
Nombre de jours d'alimentation complémentaire	160	160		
Poste	Ration journalière (grammes)	Quantités (tonnes)		
		Année 1	Année 2	Total
Vivres-contre-travail				
Céréales	450	27 000	13 500	40 500
Légumineuses	40	2 400	1 200	3 600
Huile végétale	30	1 800	900	2 700
Poisson en boîte	30	1 800	900	2 700
Total partiel	550	33 000	16 500	49 500
Femmes et enfants souffrant de malnutrition				
Mélange maïs-soja	100	2 700	2 700	5 400
Total partiel	100	2 700	2 700	5 400
Enfants d'âge préscolaire				
Céréales	40	132	132	264
Légumineuses (haricots)	20	66	66	132
Poisson en boîte	30	99	99	198
Mélange maïs-soja	25	83	83	165
Sucre	10	33	33	66
Huile végétale	10	33	33	66
Total partiel	135	446	446	891
Elèves du primaire				
Biscuits	50	680	680	1 360
Mélange maïs-soja	25	340	340	680
Sucre	10	136	136	272
Total partiel	85	1 156	1 156	2 312
TOTAL	870	37 302	20 802	58 103

L'IPSR EN CHIFFRES

GUATEMALA				
	Mai 1999–Mai 2000	Mai 2000–Mai 2001		
Bénéficiaires VCT	40 000	35 000		
Nombre de familles	8 000	7 000		
Nombre de journées VCT	150	120		
Nombre de femmes et d'enfants souffrant de malnutrition	25 000	25 000		
Nombre de jours d'alimentation complémentaire	270	270		

Poste	Ration journalière (grammes)	Quantités (tonnes)		
		Année 1	Année 2	Total
Vivres-contre-travail				
Céréales	450	2 700	1 890	4 590
Légumineuses	40	240	168	408
Huile végétale	30	180	126	306
Poisson en boîte	30	180	126	306
Total partiel	550	3 300	2 310	5 610
Femmes et enfants souffrant de malnutrition				
Mélange maïs-soja	100	675	675	1 350
Total partiel	100	675	675	1 350
Enfants d'âge préscolaire				
Céréales	0	0	0	0
Légumineuses (haricots)	0	0	0	0
Poisson en boîte	0	0	0	0
Mélange maïs-soja	0	0	0	0
Sucre	0	0	0	0
Huile végétale	0	0	0	0
Total partiel	0	0	0	0
Elèves du primaire				
Biscuits	0	0	0	0
Mélange maïs-soja	0	0	0	0
Sucre	0	0	0	0
Total partiel	0	0	0	0
TOTAL	650	3 975	2 985	6 960

L'IPSR EN CHIFFRES

EL SALVADOR				
	Mai 1999–Mai 2000		Mai 2000–Mai 2001	
Bénéficiaires VCT	50 000		40 000	
Nombre de familles	10 000		8 000	
Nombre de journées VCT	150		120	
Nombre de femmes et d'enfants souffrant de malnutrition	5 000		3 000	
Nombre de jours d'alimentation complémentaire	270		270	
<hr/>				
Poste	Rations journalière (grammes)	Quantités (tonnes)		Total
		Année 1	Année 2	
Vivres-contre-travail				
Céréales	450	3 375	2 160	5 535
Légumineuses	40	300	192	492
Huile végétale	30	225	144	369
Poisson en boîte	30	225	144	369
Total partiel	550	4 125	2 640	6 765
Femmes et enfants souffrant de malnutrition				
Mélange maïs-soja	100	135	81	216
Total partiel	100	135	81	216
Enfants d'âge préscolaire				
Céréales	0	0	0	0
Légumineuses (haricots)	0	0	0	0
Poisson en boîte	0	0	0	0
Mélange maïs-soja	0	0	0	0
Sucre	0	0	0	0
Huile végétale	0	0	0	0
Total partiel	0	0	0	0
Elèves du primaire				
Biscuits	0	0	0	0
Mélange maïs-soja	0	0	0	0
Sucre	0	0	0	0
Total partiel	0	0	0	0
TOTAL	650	4 260	2 721	6 981